

OCDE, Paris, le 16 avril 2020

Augmentation de l'aide consentie par les membres du CAD en 2019, dont une plus forte proportion est dirigée vers les pays les plus pauvres

Chiffres préliminaires de l'APD en 2019 sur la base de l'équivalent-don

En 2019, l'aide publique au développement (APD) consentie par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) s'est établie au total à 152.8 milliards USD, ce qui représente 0.30 % de leur RNB combiné (voir Tableau 1 et Graphique 1). Elle se décompose comme suit : 149.4 milliards USD sous forme de dons, de prêts à des entités souveraines et de contributions à des institutions multilatérales (calculés sur la base de l'équivalent-don), 1.9 milliard USD consacrés à des mécanismes utilisant des instruments du secteur privé (ISP) axés sur le développement, 1.4 milliard sous la forme de prêts nets accordées à des entreprises privées opérant dans des pays admis à bénéficier de l'APD et de prises de participation dans de telles entreprises, et 0.1 milliard sous forme d'allègement de dettes.

En 2019, l'APD totale a augmenté de 1.4 % en termes réels par rapport à son niveau de 2018 (voir tableau 2), l'aide bilatérale aux pays à faible revenu ayant elle-même progressé. Les prêts souverains bilatéraux calculés sur la base de l'équivalent-don ont progressé de 5.7 % en termes réels par rapport à 2018.

Méthodologie utilisée par le CAD-OCDE pour comptabiliser les prêts dans les données de l'aide publique

En 2014, les membres du CAD ont décidé de moderniser la notification des prêts concessionnels en faisant reposer l'évaluation de la concessionnalité sur des taux d'actualisation différenciés en fonction du groupe de revenu, et en instaurant un système de mesure fondé sur l'équivalent-don pour le calcul des chiffres de l'APD. Au lieu d'enregistrer les flux financiers effectifs entre un donneur et un pays bénéficiaire, les membres du CAD sont convenus que le chiffre clé pour l'APD serait fondé sur l'équivalent-don des prêts consentis au titre de l'aide, autrement dit l'« élément don » des prêts, exprimé sous forme de valeur monétaire¹. La méthode de l'équivalent-don permet d'établir une comparaison plus réaliste de l'effort consenti lors de l'octroi de dons et de prêts, et incite davantage à fournir des dons et des prêts fortement concessionnels (ou assortis de conditions libérales), en particulier aux pays à faible revenu.

En 2016, les membres du CAD ont également décidé d'appliquer la mesure par la méthode de l'équivalent-don à d'autres instruments qui n'appartiennent pas à la catégorie des dons, tels que les prises de participation et les ISP, afin de mieux rendre compte de l'effort consenti par les donateurs. Toutefois, si les membres du CAD sont convenus d'une méthodologie pour comptabiliser l'équivalent-don des prêts à des entités souveraines et des prêts à des institutions multilatérales, ils ne se sont pas encore mis d'accord sur la méthode qui permettra de calculer l'équivalent-don des titres de participation, des ISP et de l'allègement de la dette pour leur comptabilisation dans l'APD. En attendant qu'un accord soit trouvé, les membres du CAD sont convenus de dispositifs de notification provisoires pour les ISP, selon lesquels soit les contributions aux institutions de

¹ Pour en savoir plus, voir : www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/official-development-assistance.htm.

financement du développement (IFD) et autres mécanismes utilisant les ISP peuvent être comptabilisés à leur valeur nominale (au moyen de l'approche institutionnelle), soit les prêts accordés à des entités du secteur privé et les prises de participation effectuées directement auprès de telles entités peuvent être comptabilisés sur la base des flux financiers (au moyen de l'approche fondée sur les instruments)², les bénéficiaires retirés de toute cession de titres de participation étant plafonnés à la valeur de l'investissement initial. Les membres du CAD poursuivront leurs travaux avec l'appui du Secrétariat de l'OCDE en vue de dégager un accord et de rendre la notification des ISP et de l'allègement de la dette cohérente avec la nouvelle méthode de l'équivalent-don.

Ce changement dans la méthodologie de mesure de l'APD a pris effet à compter de 2019 avec la publication des chiffres de l'APD fournie en 2018, et le détail de la composition de l'APD selon la nouvelle méthodologie est présenté dans les tableaux en annexe.

L'application de la méthode de l'équivalent-don pour calculer l'APD aboutit, pour 2019, à des niveaux d'APD de 3.7 % supérieurs pour l'ensemble des pays du CAD, les effets sur les chiffres de certains pays étant significatifs : Japon (+33 %), Portugal (+8 %) et Espagne (+9 %).

Les chiffres clés de l'APD calculés selon la nouvelle méthode de l'« équivalent-don » ne sont pas comparables avec les séries historiques calculées sur la base des « flux financiers ». Selon la méthode des flux financiers, les apports nets de capitaux sur la durée de vie d'un prêt sont nuls, parce que les remboursements du principal sont déduits à mesure qu'ils sont effectués ; les remboursements d'intérêts ne sont pas pris en compte³. Selon la méthode de l'équivalent-don, les paiements correspondant aussi bien au principal qu'aux intérêts sont pris en considération, mais actualisés à la valeur qui est la leur aujourd'hui.

Par souci de transparence, l'OCDE continuera de publier les données d'APD sur la base des flux financiers, mais les chiffres clés de l'APD qui mesurent les performances des donateurs en volume ou en pourcentage du revenu national brut (RNB) seront publiés sur la base de l'équivalent-don.

Chiffres préliminaires de l'APD en 2019 sur la base de l'équivalent-don

Les États-Unis demeurent le principal donneur d'APD du CAD (34.6 milliards USD), suivis par l'Allemagne (23.8 milliards USD), le Royaume-Uni (19.4 milliards USD), le Japon (15.5 milliards USD) et la France (12.2 milliards USD). Plusieurs pays ont atteint ou dépassé le niveau de 0.7 % fixé par les Nations Unies pour le rapport de l'APD au RNB : le Danemark (0.71 %), le Luxembourg (1.05 %), la Norvège (1.02 %), la Suède (0.99 %) et le Royaume-Uni (0.70 %). De nombreux fournisseurs non membres du CAD peuvent se prévaloir d'une longue tradition de coopération pour le développement. Selon les données préliminaires pour 2019 notifiées à l'OCDE, la Turquie a dépassé le niveau de 0.7 % en termes de ratio APD/RNB, affichant un pourcentage de 1.15 %.

En 2019, l'APD totale consentie par l'ensemble des pays membres du CAD, en pourcentage du RNB, s'est établi à 0.30 %, contre 0.31 % en 2018.

Le coût des réfugiés dans les pays donateurs s'est élevé à 10.2 milliards USD en 2019, soit un repli de 2 % en termes réels par rapport à 2018. Si l'on exclut ces coûts, l'APD a augmenté de 1.7 % en termes réels. Pour six pays, ces coûts ont représenté 10 % ou plus de leur APD totale, et pour deux d'entre eux plus de 20 % (voir Tableau 3).

La baisse en dollars courants de 153,5 milliards USD en 2018 à 152.8 milliards USD en 2019 (voir Tableau 1 et Tableau 2) provient en partie d'une baisse du taux de change de certaines monnaies par rapport au dollar des États-Unis.

Performances des donateurs bilatéraux en 2019

² Pour en savoir plus, voir : [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT\(2018\)9/ADD3/FINAL/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT(2018)9/ADD3/FINAL/en/pdf)

³ La déduction des versements d'intérêts aboutit à une mesure appelée « transferts nets ».

L'APD a augmenté dans 18 pays membres du CAD, les hausses les plus fortes étant enregistrées par la Finlande, la Grèce, la Hongrie, la Corée et la Norvège. Elle a chuté dans 11 pays, les baisses les plus marquées étant observées aux Pays-Bas, en Pologne, au Portugal, en Suède, et en République slovaque. Dans certains cas, la baisse s'explique par une réduction du coût des réfugiés dans les pays donateurs en 2019 par rapport à 2018.

Les donateurs du G7 ont fourni 75 % de l'APD totale, et la part du total apportée par les pays de l'UE membres du CAD s'est établie à 55 %.

L'APD consentie par les 20 pays du CAD qui font partie de l'UE⁴ s'est montée à 84.5 milliards USD, ce qui représente une légère augmentation, de 0.5 % en termes réels par rapport à 2018, et équivaut à 0.47 % de leur RNB combiné. Si l'on ne prend pas en compte le coût des réfugiés dans les pays donateurs, leur apports combinés d'APD sont en progression de 1.1 % en termes réels. Dans les pays du CAD membres de l'UE, les apports d'APD ont augmenté ou diminué comme suit :

- Autriche (+7.4 %) : si l'aide bilatérale a diminué en raison de la baisse du coût des réfugiés sur le territoire et des opérations d'allègement de la dette, les contributions aux organisations multilatérales se sont accrues ;
- Belgique (-2.3 %) : en raison du coût des réfugiés sur le territoire tel que notifié ;
- République tchèque (+2.6 %) : en raison d'une légère augmentation des contributions à la Banque mondiale ;
- Danemark (+2.5 %) : en raison d'une légère augmentation du volume global de l'aide ;
- Finlande (+18.2 %) : en raison d'une augmentation des investissements ayant un objectif développemental dans des entités du secteur privé ;
- France (+4.2 %) : en raison d'une hausse des dons bilatéraux, notamment sous la forme de soutien budgétaire, d'une augmentation du coût des réfugiés sur le territoire tel que notifié (en volume) et d'une augmentation des apports à l'appui des instruments du secteur privé ;
- Allemagne (-1.4 %) : en raison principalement d'une baisse du coût des réfugiés sur le territoire par rapport à 2018 ;
- Grèce (+11.0 %) : en raison d'une augmentation portant essentiellement sur le coût des réfugiés sur le territoire ;
- Hongrie (+14.5 %) : en raison d'une hausse générale de leur programme d'aide ;
- Irlande (+4.5 %) : en raison d'une augmentation de l'aide bilatérale ;
- Italie (-1.0 %)⁵ :
- Luxembourg (+2.7 %) : en raison d'une augmentation de l'aide bilatérale ;
- Pays-Bas (-4.1 %) : en partie en raison d'une baisse du coût des réfugiés sur le territoire ;
- Pologne (-7.7 %) : en raison d'une diminution de l'aide bilatérale ;
- Portugal (-5.4 %) : en raison d'une diminution de l'APD bilatérale ;
- République slovaque (-4.0 %) : en raison d'une diminution de l'APD bilatérale ;
- Slovénie (+5.8 %) : en raison d'une hausse du coût des réfugiés sur le territoire tel que notifié ;
- Espagne (+4.0 %) : en raison d'une augmentation de l'aide bilatérale, en particulier à l'Afrique subsaharienne ;
- Suède (-4.8 %) : en raison d'une baisse due pour partie à la réduction du coût des réfugiés sur le territoire ;
- Royaume-Uni (+2.2 %) : l'augmentation de l'aide bilatérale compense la baisse des contributions aux organisations multilatérales.

⁴ Cette publication présente des séries chronologiques qui s'achèvent avant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. Les données agrégées présentées ici pour l'UE renvoient donc aux pays du CAD membres de l'UE, y compris le Royaume-Uni.

⁵ Estimation du Secrétariat.

L'APD totale versée par les institutions de l'UE a reculé de 6.1 % en termes réels en raison d'une baisse du volume des prêts par rapport à 2018.

L'APD totale versée par les autres pays du CAD a augmenté ou diminué en termes réels comme suit :

- Australie (-2.5 %) : en raison d'une diminution des versements d'APD bilatérale aux pays en développement ;
- Canada (+0.5 %) : l'augmentation de l'APD consentie par le Canada est principalement due à une contribution exceptionnelle à la Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD) et à une augmentation de l'enveloppe budgétaire que le pays consacre à l'aide internationale ;
- Islande (-1.6 %) : léger recul du programme global d'aide ;
- Japon (+7.5 %) : principalement en raison d'une augmentation des prêts accordés aux pays en développement ;
- Corée (+13.9 %) : en raison d'une augmentation de l'aide bilatérale ;
- Nouvelle-Zélande (+3.4 %) : en raison d'une augmentation de l'aide multilatérale, notamment vers les banques et les fonds régionaux de développement ;
- Norvège (+9.7 %) : en raison d'une augmentation des programmes d'aide bilatérale, en particulier à destination de l'Afrique ;
- Suisse (+0.6 %) ;
- États-Unis (-0.4 %) : en raison d'une légère baisse de l'aide bilatérale ;

D'autres pays fournisseurs ont aussi fait de considérables contributions aux efforts d'aide au développement en 2019, en rapport avec l'avantage comparatif de leurs programmes respectifs. Parmi ceux qui notifient à l'OCDE leurs apports de fonds à l'appui du développement nous pouvons remarquer les évolutions suivantes :

- Bulgarie (-3.9 %) : en raison d'une baisse des contributions aux banques régionales de développement ;
- Chypre⁶ (+83.9 %) : en raison d'une augmentation des contributions aux Nations Unies et à d'autres organisations multilatérales ;
- Estonie (-11.5 %) : en raison d'une baisse du coût des réfugiés sur le territoire et des contributions à des fonds et programmes communs ;
- Israël (-26.1 %) : en raison de réductions dans l'ensemble du programme d'aide ;
- Lettonie (+1.1 %) : en raison d'une légère augmentation de l'aide multilatérale ;
- Lituanie (-7.6 %) : principalement en raison d'une baisse de la contribution à l'UE ;
- Malte (+22.6 %) : en raison d'une hausse du coût des réfugiés sur le territoire ;
- Roumanie (+2.8 %) : en raison d'une légère augmentation de l'APD bilatérale ;
- Arabie saoudite (+3.3 %) : en raison d'une hausse des contributions aux Nations Unies ;
- Turquie (+1.6 %) : en raison d'une légère augmentation de l'aide bilatérale et multilatérale ;
- Taipei chinois (+3.3 %) : en raison d'une légère augmentation de l'APD multilatérale ;
- Émirats arabes unis (-41.0 %) : en raison d'une contraction des prêts bilatéraux accordés.

⁶ Note de la Turquie

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

Apports d'APD calculés sur la base des flux financiers

Comme indiqué plus haut, les chiffres clés de l'APD calculés avec la méthode de l'« équivalent-don » ne sont pas comparables avec les séries chronologiques calculées sur la base des « flux financiers ». À des fins de transparence et d'analyse de l'évolution des tendances, l'OCDE continuera de publier les données d'APD calculées sur la base des flux financiers. Les données suivantes se réfèrent aux apports nets d'APD calculés sur la base des flux financiers, sauf mention contraire.

Les apports nets d'APD fournis par les pays membres du CAD se montaient à 147.4 milliards USD en 2019, soit un niveau stable (en légère hausse, de 0.1 % en termes réels, par rapport à 2018, voir Tableau 2).

Les apports nets d'APD bilatérale (assistance technique, programmes et projets), qui représentent un peu plus de la moitié du total de l'APD nette, ont progressé de 2 % en termes réels entre 2018 et 2019. À l'inverse, les contributions à des organisations multilatérales, qui représentent environ un tiers de l'APD totale, ont diminué de 1.5 %. L'aide humanitaire a, quant à elle, reculé pour la deuxième année consécutive, tombant à 15.4 milliards USD, soit une baisse de 2.9 % en termes réels par rapport à 2018. Les dons au titre de l'allègement de la dette ont progressé, à 145 millions USD (voir Graphique 2).

En 2019, 17 % de l'APD bilatérale fournie par les membres du CAD l'a été sous la forme de prêts d'APD (valeur brute), une proportion demeurée à peu près au même niveau depuis environ 2010 – le reste de l'APD étant fourni sous forme de dons. Or, les prêts souverains bilatéraux calculés sur la base de l'équivalent-don ont progressé de 5.7 % en termes réels par rapport à 2018, ce qui laisse à penser que les donateurs ont peut-être réorienté leurs programmes de prêts vers des pays à revenu plus faible. Les pays qui ont enregistré les plus fortes hausses en termes réels des prêts souverains calculés sur la base de l'équivalent-don sont la Corée (21 %), l'Espagne (37 %), la France (12 %), l'Italie (38 %) et le Japon (14 %).

Les données préliminaires de 2019 montrent que les apports nets d'aide bilatérale fournis par les membres du CAD à l'Afrique s'élevaient à 37 milliards USD, soit une légère hausse, de 1.3 % en termes réels, par rapport à 2018. Sur ce total, 31 milliards USD étaient destinés à l'Afrique subsaharienne, soit une hausse de 1.1 % en termes réels.

S'agissant de la répartition par catégorie de revenu, les apports nets d'APD bilatérale consentis par l'ensemble des membres du CAD aux pays à faible revenu sont ressortis à 27 milliards USD, soit une augmentation de 0.4 % en termes réels par rapport à 2018. L'APD affectée aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure s'est montée à 29 milliards USD, ce qui représente une progression de 3.8 % en termes réels. En revanche, l'aide aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure a reculé de 9 %, à 14 milliards USD. Les apports nets d'APD consentis aux pays à revenu élevé se sont établis à 76 milliards USD.

Il ressort des données préliminaires que les apports nets d'aide bilatérale fournis par les membres du CAD au groupe des pays les moins avancés ont affiché un rebond en 2019 : après avoir chuté en 2018, ils se sont établis à 33 milliards USD, enregistrant une hausse de 2.6 % en termes réels.

L'APD en temps de crise

L'APD nette a doublé en termes réels depuis 2000. Elle a augmenté de 69% entre 2000 et 2010, en termes réels, sachant que les Objectifs du millénaire pour le développement ont été adoptés en 2000 et que les donateurs ont aussi pris d'autres engagements visant à renforcer leur APD lors de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement en 2002 et au Sommet de Gleneagles en 2005.

Les budgets d'APD ont ensuite diminué, de 1 % en termes réels en 2011, puis de 4 % en 2012 sous l'effet de la persistance de la crise financière et de l'instabilité de la zone euro, poussant plusieurs pays à resserrer leur budget, avec un impact direct sur l'aide au développement. L'APD a enregistré un nouveau rebond en 2013, atteignant un niveau record en 2016, surtout en raison de l'afflux de réfugiés en Europe, qui a induit une hausse

du coût des réfugiés dans les pays donateurs. En 2017 et 2018, elle a diminué en raison de l'amenuisement des dépenses liées aux réfugiés, avant d'enregistrer, en 2019, un léger rebond (voir Graphique 4).

L'APD a longtemps constitué une source stable de financement du développement et a pu atténuer l'impact immédiat des précédentes crises financières (par exemple la crise de la dette au Mexique au début des années 80, la récession du début des années 90 et la crise financière de 2008). Au milieu de la crise actuelle du COVID-19 selon les estimations de l'OCDE, chaque mois durant lequel de strictes mesures de confinement se poursuivent fait perdre jusqu'à 2 points de pourcentage de croissance annuelle du PIB⁷. Cette récession pourrait peser sur les budgets d'aide des donateurs du CAD. Le 9 avril 2020, le CAD a publié une déclaration⁸ dans laquelle il reconnaît que l'APD est « un moyen important pour venir en appui aux mesures prises par les pays afin de faire face à la crise du COVID-19 » et que ses membres « s'efforcer[ont] de protéger les budgets d'APD ».

À l'égard de la pandémie de COVID-19, la communauté mondiale a un rôle essentiel à jouer en procurant un soutien aux pays en développement, et les importantes répercussions négatives attendues justifient une action collective d'ampleur mondiale. Il est crucial de soutenir les systèmes de santé fragiles, qui risquent de s'effondrer avec la saturation des hôpitaux et autres prestataires de santé.

Les chiffres de l'APD pour 2020 ne sont pas encore disponibles, mais les financements concessionnels alloués par l'ensemble des donateurs (bilatéraux, multilatéraux et fondations privées) au secteur de la santé se sont établis en moyenne à 26 milliards USD par an (en termes réels) entre 2016 et 2018. En 2018, plus de la moitié de ce total provenait des États-Unis, du Fonds mondial et de la Fondation Bill & Melinda Gates, qui ont fourni respectivement 8.6 milliards USD, 3.3 milliards USD et 2.6 milliards USD. Sur l'ensemble de l'APD affectée à la santé, 43 % ciblaient des programmes de santé de base, 41 % les politiques en matière de population (y compris la planification familiale) et 16 % d'autres programmes sanitaires (politique et gestion sanitaires, formation médicale, recherche médicale et services médicaux). Le total de l'APD consacrée aux maladies infectieuses (notamment au paludisme et à la tuberculose) se montait à 6 milliards USD en 2018, bien qu'il ait diminué d'environ 16 % en termes réels par rapport aux niveaux de 2017, certains donateurs ayant réduit leurs financements relatifs à Ebola.

Compte tenu de la manière dont se déroule la pandémie de COVID-19, elle aura des répercussions persistantes sur les pays en développement, dépassant largement les répercussions directes sur les systèmes de santé : elle affectera des secteurs essentiels générateurs de recettes, tels que les échanges et le tourisme, et induira des perturbations socio-économiques majeures dans des pans entiers du monde en développement.

Les pandémies sont, par nature, des « *maux* » *publics mondiaux*, et ces derniers mois ont montré qu'aucun pays n'est épargné par le virus de la COVID-19. Même si certains pays ou régions ont réussi à maîtriser la contagion, il est nécessaire et dans l'intérêt du monde entier qu'elle soit éliminée partout. Il est dans l'intérêt de chacun d'aider les pays les plus pauvres à maîtriser l'épidémie.

Cette note est basée sur les réponses des membres du CAD de l'OCDE au questionnaire avancé sur les principaux agrégats de l'APD. Les données finales et détaillées sur les apports publics et privés aux pays en développement seront disponibles en décembre 2020.

⁷ Voir [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=126_126496-evgsi2gmgj&title=Evaluating the initial impact of COVID-19 containment measures on economic activity](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=126_126496-evgsi2gmgj&title=Evaluating%20the%20initial%20impact%20of%20COVID-19%20containment%20measures%20on%20economic%20activity)

⁸ Déclaration commune du CAD, publiée le 9 avril 2020, accessible à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/Pandemie-mondiale-de-Covid-19-declaration-CAD.pdf>

TABLEAU 1 : EQUIVALENT-DON DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES MEMBRES DU CAD EN 2019 ^a
Millions de USD
Les données 2019 sont préliminaires

	APD totale (1+2)	APD/RNB %	----- dont: -----					FLUX ^b				Pour mémoire : Volume des flux totaux de l'APD - versements nets
			EQUIVALENT-DON					Dette	Instruments du secteur privé		Dette et ISP, sous-total - sur la base des flux (2)	
			Dons	Equivalen t-don des prêts	Dons et souscriptions au capital	Equivalen t-don des prêts	Equivalen t-don de l'APD sous-total (1)		Approche institu tionnelle	Approche fondée sur les instruments		
Allemagne	23 806	0.60	16 750	1 094	5 657	-	23 501	4	-	302	306	23 729
Australie	2 949	0.22	2 283	-	666	-	2 949	-	-	-	-	2 949
Autriche	1 211	0.27	419	-	774	-	1 194	-	-	17	18	1 208
Belgique	2 177	0.42	1 066	16	941	60	2 083	8	86	-	94	2 211
Canada	4 673	0.27	3 004	-	1 435	-	4 439	-	78	156	234	4 514
Corée	2 521	0.15	1 217	686	617	-	2 521	-	-	-	-	2 521
Danemark	2 546	0.71	1 728	-	777	-	2 506	3	37	-	41	2 534
Espagne	2 896	0.21	1 035	5	1 873	-	2 913	-	-	-17	-17	2 662
Etats-Unis	34 615	0.16	30 629	-	3 982	-	34 611	4	-	-	4	33 889
Finlande	1 126	0.42	544	-	492	38	1 074	-	-	53	53	1 144
France	12 176	0.44	5 118	1 620	4 698	74	11 511	11	-	654	666	11 980
Grèce	308	0.14	74	-	234	-	308	-	-	-	-	308
Hongrie	317	0.22	145	-	172	-	317	-	-	-	-	317
Irlande	935	0.31	532	-	403	-	935	-	-	-	-	935
Islande	67	0.27	57	-	10	-	67	-	-	-	-	67
Italie ^c	4 900	0.24	1 878	102	2 911	-	4 891	9	-	-	9	4 733
Japon	15 507	0.29	5 269	6 265	3 051	671	15 256	-	-	251	251	11 639
Luxembourg	474	1.05	348	-	127	-	474	-	-	-	-	474
Norvège	4 292	1.02	3 065	-	977	-	4 042	25	225	-	250	4 292
Nouvelle-Zélande	559	0.28	456	-	103	-	559	-	-	-	-	559
Pays-Bas	5 292	0.59	3 429	-	1 803	-	5 232	60	-	-	60	5 292
Pologne	684	0.12	122	23	540	-	684	-	-	-	-	669
Portugal	373	0.16	114	2	257	-	373	-	-	-	-	344
République slovaque	129	0.12	21	-	107	-	129	-	-	-	-	129
République tchèque	306	0.13	71	-	209	-	280	24	2	-	26	306
Royaume-Uni	19 365	0.70	11 552	-	6 459	-	18 012	-	1 328	26	1 353	19 343
Slovénie	86	0.16	32	-	54	-	86	-	-	-	-	86
Suède	5 397	0.99	3 422	-	1 911	-	5 333	-	63	-	63	5 396
Suisse	3 093	0.44	2 349	-	714	-	3 063	-	30	-	30	3 089
TOTAL DU CAD	152 780	0.30	96 728	9 813	41 955	844	149 339	149	1 850	1 442	3 441	147 373
Performance moyenne des pays du CAD		0.38										
<i>Pour mémoire :</i>												
Institutions de l'UE	14 827	-	14 032	1 051	353	-	15 435	-	-	-608	-608	15 154
Pays CAD-UE ^d	84 505	0.47	48 399	2 862	30 400	173	81 833	119	1 517	1 035	2 672	83 799
Pays du G7	115 042	0.29	74 199	9 082	28 194	745	112 220	28	1 405	1 390	2 823	109 827
Pays non membres du G7	37 738	0.35	22 529	731	13 762	98	37 120	121	444	53	618	37 546
<i>Pays non-membres du CAD : ^e</i>												
Estonie	42	0.13	15	-	27	-	42	-	-	-	-	42
Israël ^f	278	0.07	241	-	37	-	278	-	-	-	-	278
Lettonie	34	0.10	5	-	29	-	34	-	-	-	-	34
Lithuanie	58	0.11	12	-	46	-	58	-	-	-	-	58
Turquie	8 652	1.15	8 468	-	184	-	8 652	-	-	-	-	8 652
<i>Participants du CAD : ^g</i>												
Arabie Saoudite	4 447	0.56	3 902	496	49	-	4 447	-	-	-	-	4 847
Bulgarie	65	0.10	9	-	56	-	65	-	-	-	-	65
Emirats arabes unis	2 236	0.55	1 874	280	82	-	2 236	-	-	-	-	2 478
Roumanie	251	0.10	65	-	186	-	251	-	-	-	-	251
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : ^h</i>												
Chypre	45	0.21	3	-	43	-	45	-	-	-	-	45
Malte	40	0.29	31	-	9	-	40	-	-	-	-	40
Taipei chinois	302	0.05	263	-	34	5	302	-	-	-	-	306

a) L'APD totale en 2019 comprend un montant de 9,8 milliards USD au titre de prêts accordés à des entités souveraines éligibles à l'APD, un montant de 1,9 milliard USD constitué de l'aide apportée à des mécanismes utilisant des ISP qui ont pour but de favoriser le développement, ainsi que des retours de capitaux, bénéfiques compris, provenant de ces organismes, un montant de 1,4 milliard USD constitué de prêts et de participations apportés à des entreprises privées ayant des activités dans des pays admissibles au bénéfice de l'APD, ainsi que des remboursements et des retours de capitaux provenant de ces entreprises, et enfin un montant de 149 millions USD d'allègement de la dette.

b) Versements nets. Certaines rubriques ne sont pas encore incluses dans la mesure de l'équivalent-don car les directives pour la notification des statistiques ne sont pas encore approuvées : il s'agit de la réorganisation de la dette et de l'usage des instruments du secteur privé.

[https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT\(2018\)9/ADD3/FINAL/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT(2018)9/ADD3/FINAL/en/pdf)

c) Estimation du secrétariat.

d) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui comprend le Royaume-Uni.

e) Le Chili et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

f) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

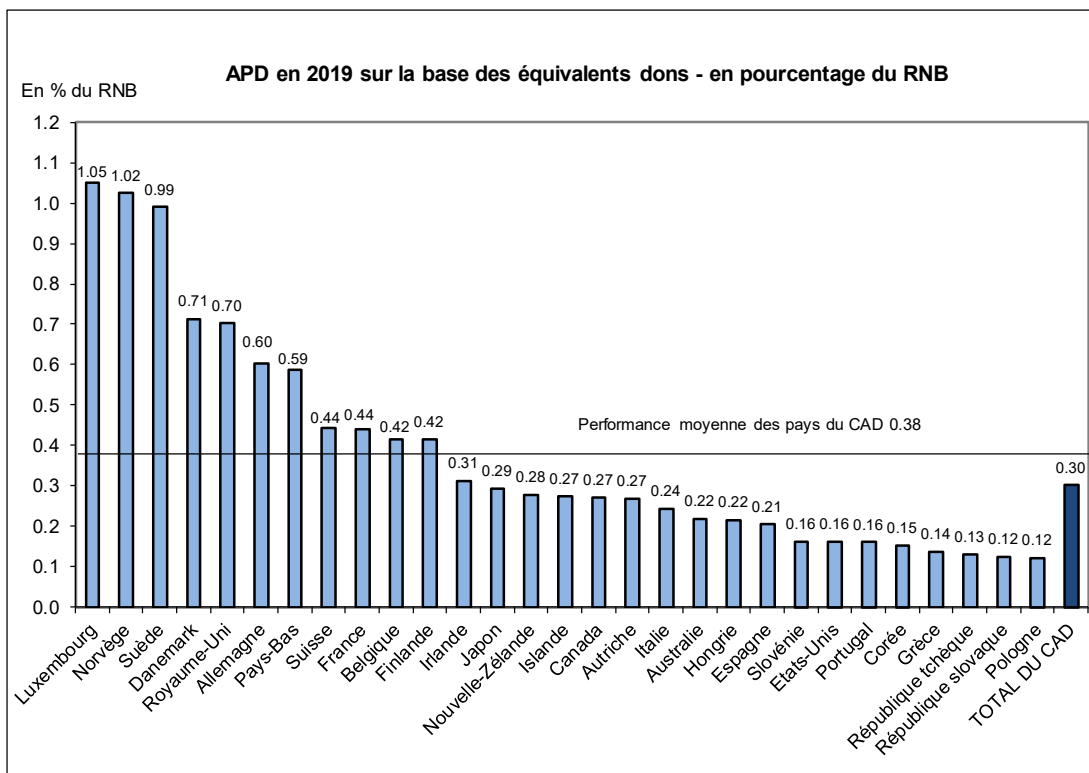
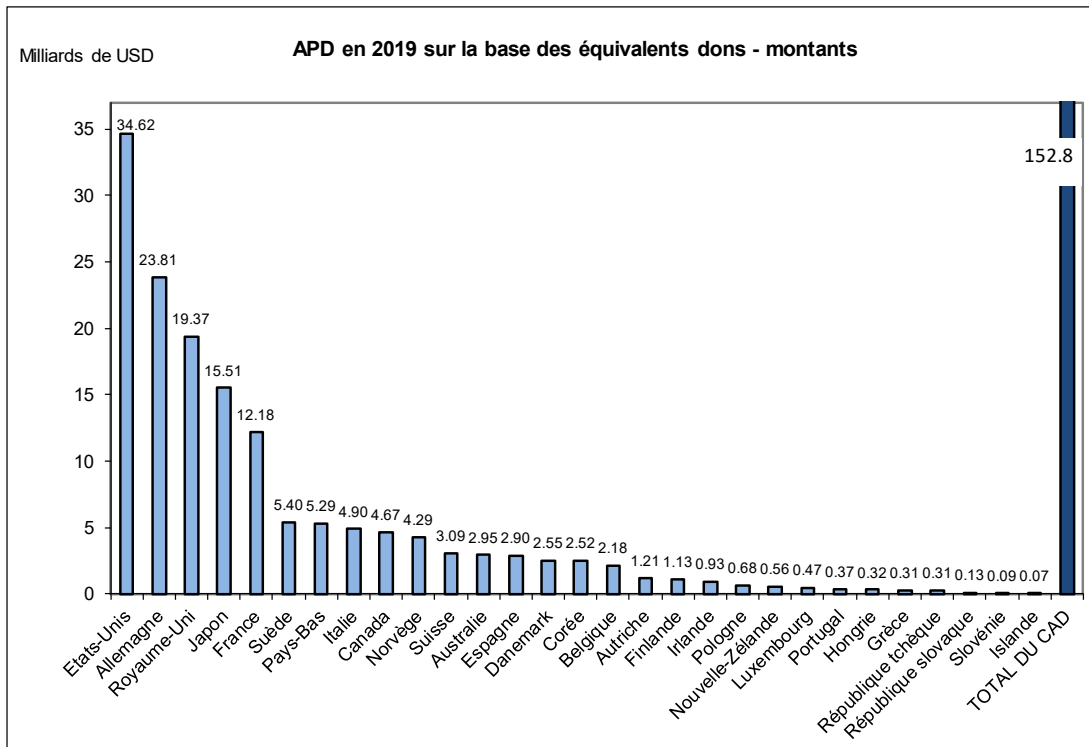
g) L'Azerbaïdjan, le Koweït et le Qatar sont également participants au CAD. L'Azerbaïdjan et le Koweït n'ont pas envoyé de données préliminaires 2019, et le Qatar ne communique pas ses données sur ses apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

h) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2019.

Notes: Les données 2019 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2020. Les données sont standardisées pour tous les donneurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaires des pays.

Source: OCDE, 16 avril 2020.

GRAPHIQUE 1 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT FOURNIE PAR LES MEMBRES DU CAD EN 2019, SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT-DON
Les données relatives à 2019 ne sont pas définitives



Source : OCDE, 16 avril 2020.

Tableau 2 : Tendence de l'aide publique au développement des membres du CAD en 2018 et 2019 sur la base des équivalent-dons
Millions de USD, aux prix et taux de change de 2018
Les données 2019 sont préliminaires

	2019				2018				Variation en pourcentage entre 2018 et 2019 (c)	Pour mémoire :	
	<i>dont :</i>				<i>dont :</i>					2019	2018
	APD totale	Équivalent-don (a)	Apports (b)	APD/RNB %	APD totale	Équivalent-don (a)	Apports (b)	APD/RNB %		Volume des apports totaux de l'APD - versements nets	
<i>Pays du CAD :</i>											
Allemagne	24 627	24 311	316	0.60	24 977	24 667	310	0.61	-1.4	24 547	25 670
Australie	3 070	3 070	-	0.22	3 149	3 149	-	0.23	-2.5	3 070	3 149
Autriche	1 256	1 238	18	0.27	1 170	1 144	26	0.26	7.4	1 254	1 167
Belgique	2 259	2 161	98	0.42	2 312	2 234	78	0.43	-2.3	2 294	2 348
Canada	4 684	4 450	235	0.27	4 660	4 345	315	0.28	0.5	4 525	4 641
Corée	2 686	2 686	-	0.15	2 358	2 358	-	0.14	13.9	2 744	2 423
Danemark	2 654	2 611	43	0.71	2 590	2 552	38	0.72	2.5	2 641	2 577
Espagne	3 006	3 024	-18	0.21	2 890	2 937	-47	0.20	4.0	2 763	2 590
Etats-Unis	34 009	34 005	4	0.16	34 152	34 149	3	0.16	-0.4	33 296	33 787
Finlande	1 163	1 109	54	0.42	984	937	47	0.36	18.2	1 181	984
France	12 651	11 959	692	0.44	12 136	11 458	679	0.43	4.2	12 447	12 840
Grèce	322	322	0	0.14	290	290	-	0.13	11.0	322	290
Hongrie	326	326	-	0.22	285	285	-	0.21	14.5	326	285
Irlande	976	976	-	0.31	934	934	-	0.31	4.5	976	934
Islande	73	73	0	0.27	74	74	0	0.28	-1.6	73	74
Italie ^d	5 136	5 127	10	0.24	5 190	5 179	10	0.25	-1.0	4 961	5 098
Japon	15 224	14 978	246	0.29	14 164	14 039	124	0.28	7.5	11 427	10 064
Luxembourg	486	486	-	1.05	473	473	-	0.98	2.7	486	473
Norvège	4 671	4 399	272	1.02	4 258	4 022	236	0.94	9.7	4 671	4 258
Nouvelle-Zélande	575	575	-	0.28	556	556	-	0.28	3.4	575	556
Pays-Bas	5 429	5 368	61	0.59	5 659	5 659	-	0.62	-4.1	5 429	5 617
Pologne	707	707	-	0.12	766	766	-	0.14	-7.7	691	759
Portugal	389	389	-	0.16	411	399	12	0.18	-5.4	359	388
République slovaque	132	132	-	0.12	138	138	-	0.13	-4.0	132	138
République tchèque	313	286	27	0.13	305	305	-	0.13	2.6	313	305
Royaume-Uni	19 829	18 443	1 386	0.70	19 410	18 397	1 014	0.70	2.2	19 806	19 462
Slovénie	88	88	-	0.16	84	84	-	0.16	5.8	88	84
Suède	5 711	5 644	67	0.99	6 001	5 932	69	1.07	-4.8	5 711	6 000
Suisse	3 121	3 090	30	0.44	3 101	3 070	31	0.44	0.6	3 117	3 097
TOTAL DAC	155 576	152 035	3 542	0.30	153 477	150 530	2 947	0.31	1.4	150 227	150 059
<i>Pour mémoire :</i>											
Institutions de l'UE	15 389	16 020	- 631	-	16 385	16 241	143	-	-6.1	15 727	17 116
Pays CAD-UE ^e	87 463	84 709	2 754	0.47	87 006	84 768	2 238	0.48	0.5	86 729	88 009
Pays du G7	116 161	113 273	2 888	0.29	114 688	112 233	2 455	0.29	1.3	111 009	111 562
Pays non membres du G7	39 416	38 762	654	0.35	38 789	38 297	492	0.36	1.6	39 218	38 496
<i>Pays non-membres du CAD : ^f</i>											
Estonie	43	43	-	0.13	49	49	-	0.16	-11.5	43	49
Israël ^g	270	270	-	0.07	365	365	-	0.10	-26.1	270	365
Lettonie	35	35	-	0.10	34	34	-	0.10	1.1	35	34
Lithuanie	60	60	-	0.11	65	65	-	0.12	-7.6	60	65
Turquie	8 751	8 751	-	1.15	8 612	8 612	-	1.10	1.6	8 751	8 612
<i>Participants du CAD : ^h</i>											
Arabie Saoudite	66	66	-	0.10	69	69	-	0.11	-3.9	66	69
Bulgarie	256	256	-	0.10	249	249	-	0.11	2.8	256	249
Emirats arabes unis	4 533	4 533	-	0.56	4 387	4 387	-	NA	3.3	4 941	4 779
Roumanie	2 279	2 279	-	0.55	3 863	3 863	-	0.93	-41.0	2 526	4 116
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : ⁱ</i>											
Chypre	46	46	-	0.21	25	25	-	0.12	83.9	46	25
Malte	40	40	-	0.29	33	33	-	0.25	22.6	40	33
Taipei chinois	308	308	-	0.05	298	298	-	0.05	3.3	312	292

a) L'APD totale comprend les dons, l'équivalent-don des prêts aux entités souveraines, les dons et souscriptions au capital des organisations multilatérales ainsi que l'équivalent-don des prêts à ces dernières.

b) Les apports comprennent les remises de dette et les instruments du secteur privé sur la base des versements nets.

c) En tenant compte de l'inflation et des mouvements de change.

d) Les données 2019 sont des estimations du Secrétariat.

e) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui comprend le Royaume-Uni.

f) Le Chili et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

g) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

h) Le Koweït et le Qatar sont également participants au CAD. Le Koweït n'a pas envoyé ses données préliminaires 2019, et le Qatar ne communique pas ses données sur ses apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

i) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2019.

Source: OCDE, 16 April 2020.

TABLEAU 3. COÛTS DES RÉFUGIÉS DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE
Données préliminaires pour 2019

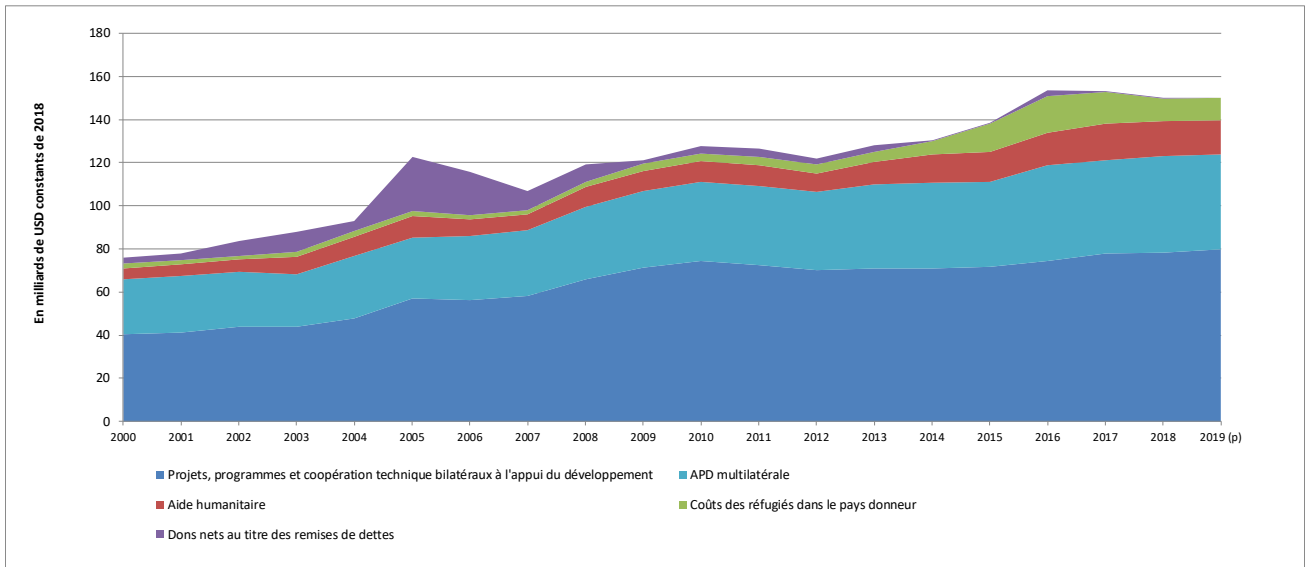
	2019			2018			Variation en pourcentage :
	APD	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD nette	APD	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD	APD non compris les coûts des réfugiés dans le pays donneur
	millions de USD courants	millions de USD courants	%	millions de USD courants	millions de USD courants	%	2018 à 2019 ⁽¹⁾ Aux prix et taux de change de 2018
<i>Pays du CAD:</i>							
Allemagne	23 806	3 129	13.1	24 977	3 872	15.5	1.4
Australie	2 949	-	-	3 149	-	-	-2.5
Autriche	1 211	31	2.5	1 170	62	5.3	10.5
Belgique	2 177	138	6.3	2 312	245	10.6	2.4
Canada	4 673	476	10.2	4 660	506	10.9	1.3
Corée	2 521	1	0.1	2 358	2	0.1	13.9
Danemark	2 546	54	2.1	2 590	67	2.6	3.0
Espagne	2 896	289	10.0	2 890	276	9.5	3.5
États-Unis	34 615	1 872	5.4	34 152	1 621	4.7	-1.1
Finlande	1 126	90	8.0	984	57	5.8	15.5
France	12 176	1 191	9.8	12 136	802	6.6	0.7
Grèce	308	67	21.7	290	28	9.6	-3.9
Hongrie	317	2	0.5	285	4	1.3	15.4
Irlande	935	50	5.3	934	56	6.0	5.3
Islande	67	13	19.0	74	11	15.1	-6.2
Italie	4 900	1 100	22.4	5 190	1 125	21.7	-2.0
Japon	15 507	0	0.0	14 164	0	0.0	7.5
Luxembourg	474	-	-	473	-	-	2.7
Norvège	4 292	60	1.4	4 258	102	2.4	10.8
Nouvelle-Zélande	559	16	2.9	556	17	3.0	3.6
Pays-Bas	5 292	494	9.3	5 659	574	10.1	-3.2
Pologne	684	4	0.6	766	6	0.8	-7.5
Portugal	373	0	0.0	411	10	2.3	-3.2
République slovaque	129	1	0.7	138	1	0.6	-4.1
République tchèque	306	6	2.0	305	25	8.2	9.5
Royaume-Uni	19 365	606	3.1	19 410	493	2.5	1.5
Slovénie	86	3	3.6	84	2	2.9	5.1
Suède	5 397	267	4.9	6 001	525	8.7	-0.9
Suisse	3 093	286	9.2	3 101	282	9.1	0.5
TOTAL DU CAD	152 780	10 243	6.7	153 477	10 769	7.0	1.7
<i>Pour mémoire :</i>							
Pays CAD-UE ⁽²⁾	84 505	7 519	8.9	87 006	8 228	9.5	1.1

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

(2) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui comprend le Royaume-Uni.

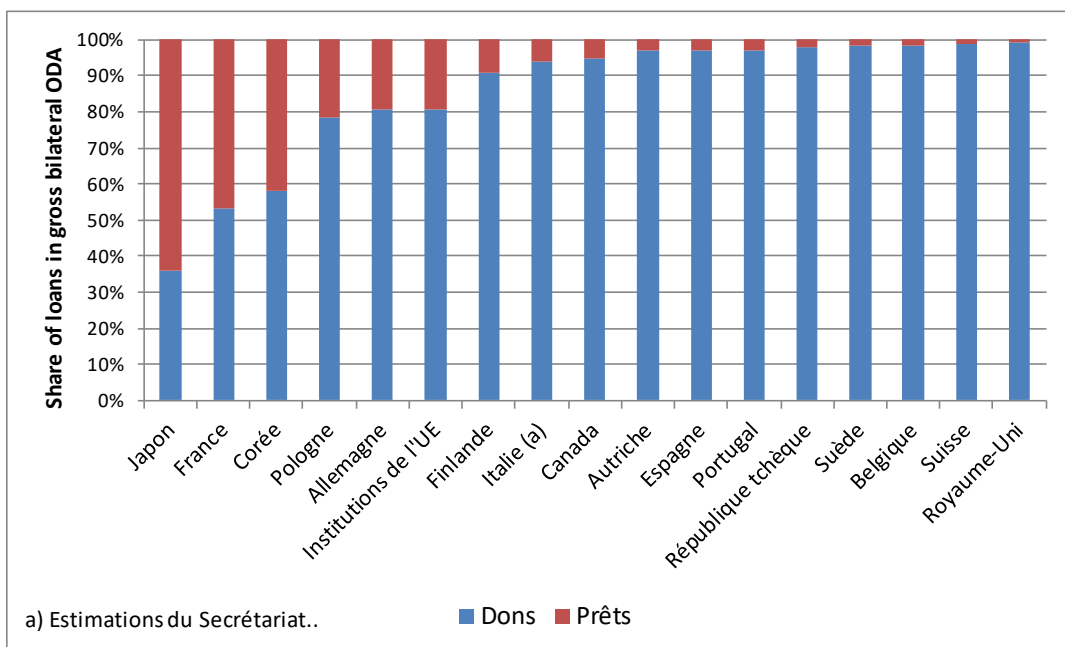
Source: OCDE, 16 avril 2020.

GRAPHIQUE 2 : COMPOSITION DE L'APD NETTE DES PAYS MEMBRES DU CAD
Les données relatives à 2019 sont préliminaires



Source : OCDE, 16 avril 2020.

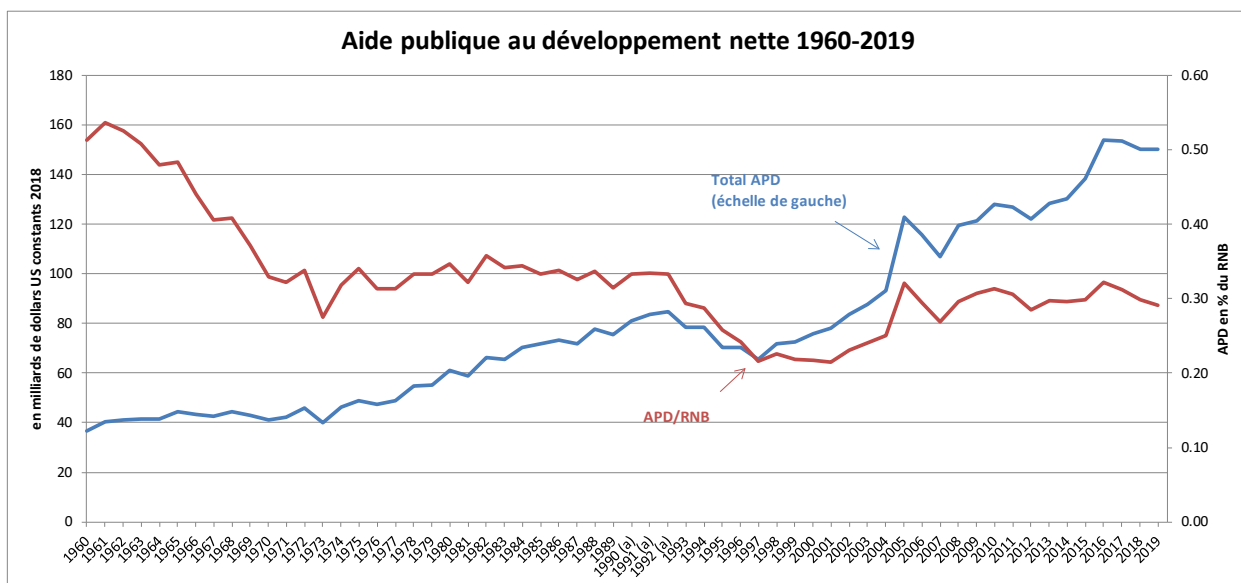
GRAPHIQUE 3 : PROPORTION DE L'APD BILATÉRALE BRUTE NON CONSTITUÉE DE DONS CHEZ LES MEMBRES DU CAD QUI CONSENTENT DES PRÊTS
Les données relatives à 2019 sont préliminaires



Source : OCDE, 16 avril 2020.

GRAPHIQUE 4 : TENDANCES ENREGISTRÉES PAR LES APPORTS NETS D'APD CHEZ LES MEMBRES DU CAD

Les données relatives à 2019 sont préliminaires



a) Le total du CAD exclu les dettes nées de créances autres que l'APD en 1990, 1991 et 1992.

Source : OCDE, 16 avril 2020.